

Recherches sociographiques



Kenneth MCROBERTS, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*

Louis Balthazar

Volume 39, Number 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057216ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057216ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Balthazar, L. (1998). Review of [Kenneth MCROBERTS, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 442-444. <https://doi.org/10.7202/057216ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

qui pourraient l'accuser de « reprendre la perspective classique de la sociologie des intérêts ». Face « aux intellectuels-désenchantés par l'hypermodernité » qui « se laissent glisser dans les paradis artificiels du post-romantisme », il affirme la nécessité de se situer « à un niveau d'analyse empirique de la réalité ». Il s'insurge même contre le fait que de plus en plus, « les commentateurs subsument ou évacuent largement la question des intérêts particuliers au profit d'une réflexion à prétention universelle sur la communauté politique dans l'État démocratique ». La polémique n'est pas vaine et le rappel ne manque pas de pertinence.

Il n'en reste pas moins que la querelle ne devrait conduire ni à l'évacuation des questions normatives, ni à la réinvention de ce débat caduc entre les matérialistes (ou les pragmatiques) et les idéalistes. L'analyse empirique qui permet à Jocelyn Létourneau de dévoiler des intérêts demeure manifestement inséparable d'une sociologie critique qui repère la « montée de l'inégalité civique » et l'urgence de transformer la culture politique canadienne en autre chose qu'une culture constitutionnelle. Il écrit même dans une autre note : « Il serait injuste de donner au lecteur l'idée que la décentralisation des pouvoirs mettrait un terme au processus actuel de fragmentation du sujet politique et de dispersion civique que connaît le Canada... Proposer un projet alternatif fondé sur la notion de société solidaire ou sur l'idée d'une subjectivité qui ne soit pas un relativisme moral, mais plutôt un rapport enrichi avec l'Autre, reste l'un des défis majeurs de notre époque. » L'étude des transformations économiques (comme celle des intérêts) et la réflexion sur la communauté politique demeurent des domaines indissociables, même si le choix du regard que l'on pose sur une réalité multiforme conduit nécessairement à scruter de près certains de ses reliefs.

Voilà donc un ouvrage très riche, à lire et à relire jusque dans ses notes, nombreuses et pertinentes.

Gilles BOURQUE

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Kenneth MCROBERTS, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*, Toronto, Oxford University Press, 1997, 395 p.

Le livre relate la triste histoire d'une faillite. Un grand projet, celui de Pierre Elliott Trudeau, qui devait remédier au nationalisme québécois de la Révolution tranquille en rapprochant les francophones du Québec des autres Canadiens, a produit des effets tout à fait contraires à son objectif. En dernière analyse, écrit l'auteur dans sa conclusion (p. 247), la stratégie de l'unité nationale a été défaite par l'immutabilité de la structure linguistique du Canada. Tandis qu'en 1971, 87,8 % des francophones vivaient au Québec et 93,9 % des anglophones dans le reste du pays, vingt ans plus tard, en 1991, ces proportions n'ont pu que s'accroître jusqu'à 89,9 % pour le Québec et 95,9 % pour le Canada anglais. Bien plus, et plus grave encore, le

fossé qui sépare la conception québécoise du fédéralisme canadien de celle de leurs compatriotes des autres provinces s'est élargi.

Ken McRoberts nous présente une véritable somme des péripéties du fédéralisme canadien au cours des quelque trente-cinq dernières années. Son étude, aboutissement de patientes et méticuleuses recherches que poursuit l'auteur depuis le début de sa carrière universitaire, est certes la plus complète, la plus systématique et la mieux documentée qui soit sur la question des rapports entre le Québec et le Canada. Il est fort significatif que cette œuvre soit celle d'un anglophone de Toronto chez qui la sympathie à l'égard du Québec n'entrave jamais le souci d'objectivité et le respect des données empiriques. Soixante-dix pages de notes font état d'à peu près tout ce qui a été écrit sur le sujet.

Après une nécessaire introduction historique mettant en relief l'ancienneté de l'identité québécoise et de la conception dualiste du Canada déjà inscrite dans la division des deux colonies canadiennes en 1791, McRoberts consacre plusieurs pages aux années suivantes et en particulier à la Révolution tranquille au Québec. C'est l'époque où émerge une prise de conscience nouvelle d'un État québécois conçu comme État national des Canadiens français à l'intérieur d'un cadre fédéral à restructurer.

L'aspiration québécoise est analysée dans ses trois composantes majeures : dualité, asymétrie et territorialité. Ces trois thèmes se retrouvent d'ailleurs dans les travaux de la grande Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme : dualité des langues et des grandes cultures globales (bien au-delà des origines ethniques), asymétrie d'un fédéralisme où une seule province se définit comme le lieu d'une nation francophone et nouvel accent porté sur le territoire propre à cette société et à ses institutions particulières. Ces trois dimensions de la construction moderne du Québec nous sont déjà bien connues. Mais nous avons peut-être oublié qu'il fut un temps où bon nombre de Canadiens des autres provinces ont accepté d'envisager ces trois dimensions et de les intégrer dans le fédéralisme canadien. En d'autres termes, et l'auteur y revient à plusieurs reprises, il était fort possible de concevoir un Canada qui eût tenu compte des aspirations nationalistes du Québec. En fait, les trois grands partis politiques canadiens s'y sont arrêtés. Le Parti libéral de Lester Pearson a inventé le fédéralisme coopératif. Ce premier ministre a reconnu que le Québec constituait la patrie d'un peuple particulier, « The handland of a people » (p. 40), que le Canada pourrait être détruit à force de déclarer que le Québec est une province comme les autres (p. 41) et il a mis en œuvre des arrangements qui autorisaient le retrait du Québec de certains programmes conjoints. Pour sa part, le Parti conservateur a entériné, pour une certaine période, sous la direction de Robert Standfield, la thèse des deux nations. Enfin, le Nouveau Parti démocratique a bien voulu accorder un statut particulier au Québec.

Tous ces efforts, sans doute fragiles, l'auteur en convient, se sont évanouis devant le grand projet de Trudeau qui entreprit de faire la lutte à la dualité, à l'asymétrie et à la territorialité québécoise en restructurant un espace canadien homogène. Selon Trudeau, le type de fédéralisme que prônait le Québec et qu'ont plus ou moins accepté les leaders politiques canadiens des années soixante ne

pouvait que conduire à l'accentuation des divisions et à la séparation du Québec. Il fallait donc unir le pays en réduisant la dualité au bilinguisme conçu comme s'adressant aux personnes et non au territoire (comme le proposait la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme) ; il fallait aussi renoncer à toute asymétrie, substituer le multiculturalisme au biculturalisme et inviter les francophones à s'étendre sur l'ensemble du territoire canadien.

McRoberts montre bien comment le programme de Trudeau visait d'abord et avant tout à empêcher les francophones de s'identifier au Québec, le multiculturalisme étant conçu d'abord à cette fin, de même que les politiques de promotion du français hors Québec.

Tout n'était pas perdu pour la conception québécoise cependant. Car déjà, en 1976, l'élection d'un gouvernement souverainiste à Québec révélait bien que les grands programmes de Trudeau n'avaient pas rallié les Québécois, même s'ils accordaient leur appui électoral au Parti libéral du Canada au niveau fédéral. McRobert expose fort bien les reculs du premier ministre canadien entre 1977 et 1979 : création du groupe de travail sur l'unité canadienne, ententes spéciales avec le Québec en matière d'immigration, acceptation de mesures nouvelles de décentralisation dans le programme fédéral « Le temps d'agir » (voir p. 148-159). Même le langage des discours référendaires de 1980, qui demeurerait sans doute fort vague et sibyllin, envisageait un « fédéralisme renouvelé » dont Trudeau connaissait bien la signification pour les Québécois.

Après sa victoire au référendum de 1980, Trudeau s'est permis de revenir aux formules radicales de ses premières années. Il en est résulté une Constitution nouvelle inacceptable pour l'Assemblée nationale du Québec mais agréée par les autres provinces. Il n'en faudrait pas conclure pour autant que le rapatriement de 1982 émane du Canada anglais. Au contraire, toute l'opération, si populaire soit-elle devenue par la suite au Canada anglais, est d'abord l'œuvre de Trudeau lui-même (p. 169). McRoberts en fait une démonstration convaincante.

Il relate encore en détail les efforts déployés pour corriger les méfaits du rapatriement. Les accords du lac Meech sont analysés à la lumière des formules déjà proposées et apparaissent ainsi plutôt raisonnables et bien peu radicales, contrairement à ce qu'en ont dit leurs critiques, tout particulièrement Pierre Trudeau. L'évolution de l'opinion publique canadienne est aussi mise en relief. Les Québécois n'ont pas eu tort de conclure à un rejet de la part du Canada anglais.

Je n'ai pu relever qu'une seule erreur factuelle et une coquille. L'Union nationale n'a pas été créée en 1933 (p. 28) mais en 1936. C'est après 1944 que les ministres des Finances du Québec sont francophones et non après 1994 (coquille, p. 27).

Voilà un ouvrage de grande valeur qui comporte à la fois un récit passionnant, une analyse intelligente et un outil de référence exceptionnel.

Louis BALTHAZAR

*Département de science politique,
Université Laval.*